

APPEL DES FEDERATIONS DE FONCTIONNAIRES

CFDT - CFTC - CGT – FSU – SOLIDAIRES - UNSA

Nous vivons actuellement une crise financière d'une ampleur inédite et nous ne pouvons ignorer la crise économique qui s'annonce et ses inévitables conséquences sociales. Cette situation rend caduques bon nombre d'analyses et oblige à réorienter la politique publique.

Dans la période de récession sévère qui nous attend, les valeurs de l'intérêt général et du service public auxquelles la population est attachée doivent l'emporter sur l'appât du gain et la satisfaction des intérêts de quelques-uns.

Les moyens mobilisés pour sauver le système bancaire, 360 milliards dont 40 en dépenses immédiates infirment la théorie d'un état en quasi-faillite même si cette somme vient encore alourdir la dette publique.

La nécessité d'amortir le choc financier par une politique de relance et de soutien à la consommation légitime la revendication d'une action publique forte.

Pourtant le Ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique continue à mettre au pain sec et à l'eau claire les services publics et leurs personnels, il persévère dans sa politique de destruction massive des emplois ; il remet en cause le champ des services publics dépendant de l'Etat et met à mal les finances des collectivités territoriales.

Quand le chômage s'envole, peut-on accepter que l'Etat « dégraisse » massivement sans se soucier d'aggraver les difficultés sur le marché de l'emploi. Et sans s'interroger sur l'impact que ces suppressions d'emplois auront sur la qualité du service public ?

Alors que l'INSEE vient de confirmer que l'accès aux services publics – principalement ceux de l'éducation, de la santé et du logement social - est un vecteur essentiel dans la réduction des inégalités, peut-on admettre une Révision Générale des Politiques Publiques conduite à la hussarde, qui vise principalement à réduire drastiquement les missions de la Fonction publique ?

La crise touche l'économie dite « réelle », la récession est désormais indiscutable, la hausse des prix entrave depuis cet été la consommation. Mais le Ministre s'installe dans le refus d'ouvrir une véritable négociation salariale et programme sur trois ans de nouvelles pertes de pouvoir d'achat pour les personnels de la fonction publique.

Quand l'inflation galope et franchit la barrière des 3 %, peut-on s'en tenir à une progression d'à peine 0,5 % de la valeur du point d'indice ? Quand la consommation s'effondre, peut-on se permettre de négliger le levier que constituent les salaires d'environ 5 millions d'agents des services publics ?

Comment dans un tel contexte refuser d'investir dans les services publics qui sont pour un pays comme le nôtre autant d'éléments d'attractivité ?

Ce ne sont pas là des intérêts égoïstes ! Ce ne sont pas des revendications de « nantis » totalement ignorants de la crise et prêts en toute insouciance à laisser porter à leurs enfants le poids d'une dette qu'ils auraient contribué à alourdir !

Nous affirmons au contraire que cette période de crise va exiger une relance de la consommation qui passe par des augmentations salariales ; que l'envolée du chômage rend nécessaire de développer l'emploi public pour assurer l'efficacité des services publics et pour combattre la précarité ; que le ralentissement de l'activité économique impose d'investir dans un secteur public rénové et porteur de justice sociale et de développer la présence des services publics dans les territoires.

Nous appelons le gouvernement à prendre la mesure des besoins et des attentes et à faire des choix à la hauteur des enjeux de la période.

Nous refusons de nouveaux sacrifices, dont la première victime est la population toute entière.

Nous réitérons notre exigence de négociation qui permette d'avancer véritablement.

Nous sommes décidés à soutenir et à développer les mobilisations qui se multiplient dans les services publics autour des questions de salaires, d'emplois, de restructurations, et à prendre nos responsabilités pour les faire converger, dès le début 2009, si le gouvernement ne répond pas.

Ce sont là les demandes raisonnables et légitimes de salariés soucieux de la qualité du service public et de son avenir. Nous appelons le gouvernement à prendre la mesure des besoins et des attentes et à faire des choix à la hauteur des enjeux de la période.